

<https://web.sntrscgt.fr/spip.php?article2602>

**Stop à la politique d'austérité !
Pour développer la recherche
publique, nous voulons des
postes et un budget à la
hauteur des enjeux**

Date de mise en ligne : vendredi 30 novembre 2018

- ACTIVITE AU CNRS - ELECTIONS CNRS - Elections professionnelles CNRS 2018 -

Copyright © SNTRS-CGT - Tous droits réservés

Stop à la politique d'austérité ! Pour développer la recherche publique, nous voulons des postes et un budget à la hauteur des enjeux

En 2001, 568 chercheurs étaient recrutés au CNRS. En 2005 ils n'étaient plus que 404. Depuis 2015, 300 postes étaient ouverts aux concours externes chercheurs. A partir de 2019 et pour quatre ans, le nombre de postes à pourvoir tombe à 250 ! Parallèlement, le nombre de postes aux concours d'ingénieurs et techniciens est passé de 946 en 2001, à 524 en 2005 et sera de 310 en 2019 contre 300 en 2018.

La Direction du CNRS se justifie en affirmant que le CNRS n'a plus les moyens financiers d'assurer plus de recrutements chercheurs ou ingénieurs et techniciens. Compte tenu de sa dotation budgétaire, le CNRS aurait trop de personnels, trop de laboratoires, il doit donc faire des choix : diminuer les recrutements, mutualiser les emplois, regrouper les laboratoires ou renoncer à leur tutelle, abandonner des thématiques.

Les effectifs du CNRS ont diminué de 5% depuis 10 ans. Les coupes dans l'emploi des IT, et plus particulièrement des techniciens avec une baisse de 1978 postes entre 2005 et 2016, ne suffisent plus. L'austérité est devenue telle que la Direction est amenée à trancher dans le vif, dans l'emploi chercheur.

La course sans fin aux contrats, seules sources de financement, épuise les personnels. Elle est source de tension, de mal-être. Oui ! les personnels sont en souffrance dans les laboratoires.

En réduisant le nombre de recrutements de chercheurs la Direction du CNRS envoie un message fort à la jeunesse : elle n'a pas d'avenir dans la recherche publique si ce n'est sous statut de contractuels corvéables et licenciés à merci ! Les contractuels sont plus que jamais les variables d'ajustement de l'équilibre budgétaire.

Comment le CNRS peut-il assumer les besoins de la connaissance, les besoins de recherche qui ne cessent de croître tout en programmant la diminution de ses effectifs ?

Le 22 novembre à la Sorbonne, la Ministre de la recherche a prétendu faire de la France « Le Campus du Monde et le laboratoire du Monde ». Dans quel monde vit-elle ? Du fait du budget de son ministère et sa politique de finalisation à outrance, la recherche française décroche car les recrutements baissent également dans les autres organismes et les universités.

Pour compenser la perte des emplois depuis dix ans, le CNRS devrait recruter, pendant 5 ans, 440 chercheurs et 650 IT par an. Mais il est nécessaire d'aller au-delà pour que le CNRS remplisse toutes ses missions, pour cela nous demandons une véritable réflexion sur l'emploi au sein des instances du CNRS. Pour résorber la précarité, un véritable plan de titularisation doit permettre de recruter, en tant que fonctionnaire, les contractuels sur fonctions permanentes. L'État doit abonder le budget du CNRS pour assurer à la fois les emplois et les 3/4 des budgets des laboratoires en budget récurrent.

C'est à nous, personnels travaillant dans les laboratoires, de défendre l'emploi, de défendre l'avenir de l'organisme et de la recherche Française.

Le 13 décembre le Conseil d'Administration du CNRS vote le budget 2019. Tous ensemble, saisissons-nous de ce moment pour venir dire « ça suffit » : il y en a assez des discours lénifiants, assez de la précarité, assez de l'austérité. Nous voulons des postes et des budgets qui nous permettent de travailler.

Luttons contre le déclin du CNRS

Pour être entendu.e et défendu.e,

votez FERC-CGT dès réception du matériel !